



# Rapport parlementaire : La guerre de l'OTAN contre la Libye est basée sur des mensonges



**Le 20 octobre 2017 c'était le 6ème anniversaire du décès de l'ancien chef d'Etat Mouammar al-Kadhafi. Il avait été brutalement assassiné par des rebelles soutenus par l'OTAN. Kla.TV a abordé ce sujet dans l'émission « Le fils de Kadhafi : Une lueur d'espoir pour la Libye ? »**

Le 20 octobre 2017 c'était le 6ème anniversaire du décès de l'ancien chef d'Etat Mouammar al-Kadhafi. Il avait été brutalement assassiné par des rebelles soutenus par l'OTAN. Kla.TV a abordé ce sujet dans l'émission « Le fils de Kadhafi : Une lueur d'espoir pour la Libye ? » Jusqu'à aujourd'hui Mouammar al-Kadhafi est présenté, dans les médias et les livres d'histoire occidentaux, comme un dictateur imprévisible et dangereux. En février 2011, au moment du « Printemps Arabe » des mouvements de révolte ont eu lieu en Libye dans tout le pays, et vers la fin du mois Kadhafi a perdu le contrôle sur de grandes parties de l'est de la Libye face aux rebelles, entre autres sur Benghazi la deuxième plus grande ville libyenne. Les médias prétendaient à l'époque que des milliers de personnes se trouvaient en danger de mort à Benghazi et que 6 000 personnes avaient été tuées par le gouvernement. Ils disaient que le gouvernement libyen attaquait sa propre population par les airs. Suite à cela le conseil de sécurité de l'ONU a décidé le 17 mars 2011 d'instaurer une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye et d'autoriser la protection de la population civile par des moyens militaires. Des attaques aériennes massives ont suivi, venant surtout des forces aériennes françaises, américaines et britanniques, contre les troupes libyennes en marche et contre des cibles stratégiques dans tout le pays.

Mais un rapport a maintenant fait surface qui tire une conclusion diamétralement opposée : La guerre de l'OTAN de 2011 contre la Libye est basée sur des mensonges. En fait le rapport avait déjà été publié le 6 septembre 2016, mais les médias principaux n'y ont prêté aucune attention ou l'ont même complètement passé sous silence. Le rapport ne provient pas de n'importe qui mais de la commission des affaires étrangères de la Chambre des communes britannique, composée de différents partis. L'enquête a débuté en juillet 2015 et a analysé le rôle du Royaume-Uni dans la guerre de 2011 en Libye. Elle est fondée sur plus d'un an de recherches et d'interviews, surtout de politiciens, de scientifiques et de journalistes.

Le journaliste et écrivain nord-américain Benjamin « Ben » Norton a publié le 16 septembre 2016, sur le portail d'information américain « Salon », un résumé du rapport du Parlement britannique :

- « Nous n'avons en aucune façon pu constater que le gouvernement britannique a mené une analyse appropriée concernant la nature des émeutes en Libye », c'est ce qui est écrit dans le rapport. « La stratégie du Royaume-Uni se base au contraire sur de fausses hypothèses et une compréhension lacunaire du dossier de preuve. »
- « Mouammar al-Kadhafi a certes menacé d'utiliser la violence contre ceux qui prendraient les armes contre son régime, mais cela n'est pas nécessairement une menace pour tous les

habitants de Benghazi », poursuit le rapport. De plus les insurgés étaient en grande partie infiltrés pas des groupements terroristes comme par exemple al-Qaïda.

– Des exemples ont montré que dans le passé le dirigeant libyen avait procédé de manière « très prudente » pour éviter des victimes civiles. Dans une de ces situations « Kadhafi s'est efforcé pendant six mois d'apaiser les tribus vivant à l'Est (autour de Benghazi), au lieu de miser sur l'élimination (violente) des menaces contre le régime venant de ce côté. »

– Le rapport parlementaire indique que le but prétendu de l'intervention de l'OTAN, qui a été présenté comme une mission humanitaire, de protéger la population civile de Benghazi, a pu être mis en pratique en un seul jour. Car le 20 mars 2011 déjà les troupes de Kadhafi s'étaient retirées à environ 40 miles de Benghazi et l'intervention de l'OTAN aurait pu être interrompue.

– Mais la France qui était à l'initiative de cette intervention militaire était motivée par des intérêts économiques et politiques, et non humanitaires.

Les médias aussi étaient dans le coup et ils ont répandu des rumeurs inacceptables sur Kadhafi et le gouvernement libyen, surtout à travers la chaîne télévisée arabe « Al Jazeera », pour justifier cette intervention militaire.

– La révolte, qui en réalité était violente et non pacifique, aurait pourtant difficilement pu réussir sans le soutien militaire venant de l'étranger.

– Ben Norton conclut : Le bombardement de l'OTAN a fait sombrer la Libye dans une catastrophe humanitaire, a tué des milliers de personnes et chassé des centaines de milliers d'autres. La Libye qui autrefois était le pays avec le niveau de vie le plus élevé d'Afrique a ainsi été transformée en « Etat en faillite » brisé par la guerre.

Voici donc certains des extraits les plus importants de l'enquête de la Chambre des communes britannique. Elle « condamne sévèrement le rôle du Royaume-Uni dans la guerre qui a fait chuter le gouvernement du dirigeant Mouammar al-Kadhafi et fait sombrer le pays nord-africain dans le chaos. »

Mais pourquoi ce rapport instructif est-il négligé et pourquoi l'OTAN et ses chefs de gouvernement responsables ne sont-ils pas traduits en justice par un tribunal de guerre pour avoir commis de lourds crimes de guerre ?

Comme Kla.TV l'a déjà montré dans l'émission du 9 juillet 2017 en langue allemande, le système ne fonctionne que « en apparence » et « les crimes de guerre restent impunis » tout comme dans le cas de la Libye. Mouammar al-Kadhafi n'a pas non plus été réhabilité publiquement et les nombreuses accusations contre lui sans fondement n'ont été ni retirées, ni même relativisées. Il reste à espérer que cela éveille de vives protestations dans la population et que des futurs mensonges de guerres ne soient plus tolérés, avant qu'il ne soit trop tard, comme en Libye, pour les nombreux morts de la guerre.

de dd.

---

### Sources:

[https://de.wikipedia.org/wiki/Muammar\\_al-Gaddafi](https://de.wikipedia.org/wiki/Muammar_al-Gaddafi)

[https://de.wikipedia.org/wiki/B%C3%BCrgerkrieg\\_in\\_Libyen\\_2011](https://de.wikipedia.org/wiki/B%C3%BCrgerkrieg_in_Libyen_2011)

[http://antikrieg.com/aktuell/2017\\_10\\_23\\_bericht.htm](http://antikrieg.com/aktuell/2017_10_23_bericht.htm)

<https://www.salon.com/2016/09/16/u-k-parliament-report-details-how-natos-2011-war-in-libya-was-based-on-lies/>

[https://en.wikipedia.org/wiki/Ben\\_Norton](https://en.wikipedia.org/wiki/Ben_Norton)

[https://en.wikipedia.org/wiki/Salon\\_\(website\)](https://en.wikipedia.org/wiki/Salon_(website))

<https://publications.parliament.uk/pa/cm201617/cmselect/cmfaff/119/119.pdf>

---

**Cela pourrait aussi vous intéresser:**

#Libye-fr - [www.kla.tv/Libye-fr](http://www.kla.tv/Libye-fr)

---

**Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...**



- ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- peu entendu, du peuple pour le peuple...
- des informations régulières sur [www.kla.tv/fr](http://www.kla.tv/fr)

Ça vaut la peine de rester avec nous!

**Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: [www.kla.tv/abo-fr](http://www.kla.tv/abo-fr)**

---

**Avis de sécurité:**

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

**Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!**

**Cliquez ici: [www.kla.tv/vernetzung&lang=fr](http://www.kla.tv/vernetzung&lang=fr)**

---

*Licence:  Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.